

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle carrières, matériaux, déchets
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

NEVERS, le 5 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIÈRES & MATÉRIAUX NORD-EST

« Bois de Rouy » et « Champs des Loges et du Morvan »
58110 ROUY

Références : 230265

Code AIOT : 0005400408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2023 dans l'établissement CARRIÈRES & MATÉRIAUX NORD-EST, implanté aux lieux-dits « Bois de Rouy » et « Champs des Loges et du Morvan » - 58110 Rouy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle 2023 de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIÈRES & MATÉRIAUX NORD-EST
- « Bois de Rouy » et « Champs des Loges et du Morvan » - 58110 Rouy
- Code AIOT : 0005400408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une carrière à ciel ouvert de granite autorisée à l'extraction annuelle de 150 000 tonnes en moyenne et à 200 000 tonnes au maximum.

L'exploitation de cette carrière est autorisée au titre de la réglementation des installations classées, par arrêté préfectoral du 25 juin 2013, pour une durée de 15 ans.

L'extraction des matériaux est réalisée en une à deux campagnes annuelles de 15 jours à un mois. L'installation mobile de traitement n'était pas présente le jour de l'inspection.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conformité à l'arrêté préfectoral d'autorisation, notamment situation administrative, conditions et méthode d'exploitation, respect des valeurs limites des eaux pluviales, des retombées atmosphériques de poussières et des niveaux sonores, auto-surveillance des eaux souterraines.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de

- l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.3.3	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
6	Extractions en gradins	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.4.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
7	Phasage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.5.1	/	Lettre de suite préfectorale	15 jours
12	Réseau de retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 8.2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
13	Fréquence et modalités de l'auto-surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 8.2.3.2	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois
15	Suivi annuel d'exploitation – plan	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 8.4.1	/	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 1.2.3	/	Sans objet
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.3.2	/	Sans objet
5	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.3.5	/	Sans objet
8	Aire étanche pour l'approvisionnement des engins, leur entretien et leur st	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 4.3.2.1	/	Sans objet
9	Entretien et vidange du séparateur d'hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 4.3.2.2	/	Sans objet
10	Valeurs limites de rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 4.3.2.3	/	Sans objet
11	Installations électriques – mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 7.2.3	/	Sans objet
14	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 8.2.4.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente visite d'inspection laisse apparaître que la carrière est propre et bien exploitée.

Concernant le sujet de la mise en conformité des deux fronts en cours d'exploitation et dont la hauteur reste encore supérieure à 15 mètres, l'exploitant devra poursuivre leur réaménagement par la création en cours d'une banquette intermédiaire sur la partie sud et la création en cours de la nouvelle piste sur la partie nord. Selon l'exploitant, ces travaux devraient être achevés d'ici la fin de l'année 2023, permettant ainsi leur mise en conformité.

D'autres non-conformités mineures sont par ailleurs observées :

- l'absence de panneaux de danger et de moyens de secours au niveau des retenues d'eau,

- les campagnes de mesures de retombées atmosphériques de poussières doivent avoir lieu durant les mois de juin, juillet et août et en période de fonctionnement de l'installation de traitement,
- le paramètre « niveau piézométrique en cote NGF » doit être pris en compte lors des prochaines analyses des eaux souterraines,
- le plan de situation de la carrière doit indiquer les surfaces remises en état ou en cours de remise en état.

L'exploitant indique son souhait de répondre favorablement à l'ensemble de ces non-conformités. Au vu de cet élément, celles-ci ne donnent pas lieu immédiatement à mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 1.2.1

Thème(s) : Situation administrative

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrières	Surface du périmètre d'autorisation Surface exploitable Tonnage annuel moyen Tonnage annuel maximum Volume maximum à extraire	18 ha 70 a 10 ha 150 000 tonnes 200 000 tonnes 865 000 m³
Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Volume autorisé
2515	1	A	Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Installation mobile de concassage et criblage	Puissance installée de 588 kw
2517	2	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Station de transit des matériaux extraits	Capacité de stockage maximum de 25 000 m³ sur une superficie maximale de 15 000 m²

[...]

Constats :

La production a été de :

- 119 000 tonnes en 2022,
- absence de production en 2023 (prochaine campagne prévue au 1^{er} juin 2023).

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées en décembre 2020 un dossier de porter-à-connaissance relatif à l'augmentation de la puissance de l'installation mobile de concassage/criblage, portant sa puissance totale à 957 kW en lieu et place de 588 kW. Cette modification de puissance, mise en œuvre depuis 2021, peut-être considérée comme non substantielle ; le volume de l'installation de traitement actuellement autorisé sera mis à jour dans le cadre du renouvellement de l'autorisation en projet ; l'autorisation actuelle parvenant dans les années qui viennent au terme de ses 15 ans (2028).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Matériaux extraits, quantités autorisées et capacité de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 1.2.3
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : [...] La cote minimale d'extraction est de 255 m NGF. L'épaisseur moyenne d'extraction est de 26 mètres.
Constats : L'extraction se fait sur une épaisseur maximale d'environ 15 mètres sur les fronts en cours d'exploitation et se situe à 18 mètres environ sur les fronts historiques. D'après le plan de situation du 02/11/2022, aucune cote inférieure à 255 m NGF n'est observée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.3.2
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,• le cas échéant, des bornes de nivellement. [...]
Constats : Sur la portion de périmètre inspectée par sondage, les bornes délimitant le périmètre d'autorisation de la carrière ont facilement été repérées. Elles sont par ailleurs répertoriées sur le plan topographique de novembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.3.3
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'accès et les abords de toute zone dangereuse du site doivent être interdits par une clôture solide et efficace (ou tout autre dispositif équivalent), entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Des panneaux « chantier interdit au public » sont mis en place sur les voies d'accès.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et munies de panneaux signalant leur caractère dangereux (risque de noyade). Des moyens de secours adaptés (bouée, perche, barque, ligne de vie,...) sont disponibles à proximité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Sur la portion de périmètre inspectée par sondage, il est constaté au cours de la visite que le site est ceinturé par clôture et une barrière à l'entrée. Des pancartes signalant le danger et l'interdiction de pénétrer sont également observées en entrée de site et le long de la clôture.</p> <p>S'agissant des deux bassins situés en partie nord de la carrière, il est constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'absence de panneaux de danger et de moyens de secours au niveau du bassin désigné « bassin de rejet n°1 », -l'absence de moyen de secours (ligne de vie) au niveau du bassin désigné « bassin n°2 ». <p>L'exploitant s'est engagé à lever cette non-conformité à très court terme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.3.5
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Un piézomètre de surveillance de la qualité des eaux souterraines est situé en aval de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe. Il doit être maintenu en bon état, capuchonné et cadenassé. Son intégrité et son accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.
Constats : Un piézomètre bien visible et en bon état est observé au cours de la visite. Il est correctement capuchonné et cadenassé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Extractions en gradins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.4.4.1
Thème(s) : Autre, .
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'extraction est réalisée sur deux fronts d'une hauteur maximale de 15 mètres, séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 15 mètres.</p> <p>La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constats de 2016 :</u></p> <p>Lors de la précédente inspection en 2016, le manquement relatif à la hauteur maximale des fronts avait déjà été relevé.</p> <p>L'exploitant avait alors indiqué que la mise en conformité des fronts, dont la hauteur était supérieure à 15 mètres, était en cours ainsi que la réalisation d'une nouvelle piste permettant de contourner la partie haute du site. Une banquette intermédiaire devait être créée par le haut des fronts.</p> <p><u>Constats de 2023 :</u></p> <p>Les travaux d'aménagement se poursuivent et ont permis d'abaisser significativement la hauteur des fronts en cours d'exploitation (hauteur des fronts située à 20 mètres environ d'après le plan de situation de 2018). Pour autant, d'après le plan de situation de novembre 2022, il apparaît que ces deux fronts sont toujours supérieurs à 15 mètres (18 mètres pour celui situé sur la partie sud, 16 mètres pour celui situé sur la partie nord).</p> <p>La création de la banquette intermédiaire sur la partie sud et la création de la nouvelle piste sur la partie nord qui devraient être achevées d'ici la fin de cette année permettront la mise en conformité des fronts.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection, à l'issue des travaux de mise en conformité, le plan de situation permettant de justifier la suppression des fronts de plus de 15 mètres.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 2.5.1

Thème(s) : Autre

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

L'exploitation se déroule suivant le plan annexé au présent arrêté en 3 phases principales successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation et conformément au tableau suivant :

Phase	Date prévisible de début de la phase	Surface mise en exploitation (m ²)	Volume à extraire (m ³)
1	2013	54 000	288 500
2	2018	54 000	288 500
3	2023	48 000	288 500

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

Constats :

Le jour de la visite, l'avancée de l'exploitation de la carrière se situe en fin de phase 2. L'exploitant indique que la phase 3 débutera avant la fin de l'année 2023.

La prescription mentionnant que l'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés est respectée. Les travaux de remise en état ont été effectués au fil de l'avancement de l'extraction (sur la zone correspondant à la phase 1). **Cette indication est à indiquer sur le plan de situation de la carrière.**

Il est demandé à l'exploitant de communiquer à l'inspection des installations classées les surfaces exploitées ainsi que les volumes extraits (convertis en m³) des phases 1 et 2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Aire étanche pour l’approvisionnement des engins, leur entretien et leur stationnement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 4.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/L.
Constats : Une nouvelle aire de lavage étanche d'une plus grande capacité a été créée en octobre 2022 à proximité des bureaux. La création de celle-ci comprend également le stockage des conteneurs GNR. Un nouveau séparateur d'hydrocarbures relié à cette nouvelle plate-forme a été installé. L'inspection constate au cours de la visite que des engins de chantier y sont stationnés. L'exploitant indique que le ravitaillement de ces derniers est bien réalisé sur cette aire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Entretien et vidange du séparateur d’hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 4.3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbures doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire. L'exploitant doit être en mesure de justifier de cet entretien.
Constats : Comme indiqué précédemment, le nouveau séparateur d'hydrocarbures ayant été installé en octobre 2022, l'exploitant n'a pas encore procédé à son contrôle et sa vidange. L'exploitant précise que ces opérations seront réalisées courant de l'été 2023. Il est rappelé à l'exploitant qu'il devra être en mesure de justifier à l'inspection de son bon entretien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Valeurs limites de rejet des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 4.3.2.3								
Thème(s) : Risques chroniques								
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet								
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies ci-dessous :								
<table><tr><th>Paramètre</th><th>Valeur limites de rejet (mg/L)</th></tr><tr><td>MES</td><td>35</td></tr><tr><td>DCO</td><td>125</td></tr><tr><td>HCT</td><td>5</td></tr></table>	Paramètre	Valeur limites de rejet (mg/L)	MES	35	DCO	125	HCT	5
Paramètre	Valeur limites de rejet (mg/L)							
MES	35							
DCO	125							
HCT	5							
[...]								
Constats : Les résultats des analyses des rejets des eaux pluviales de l'aire étanche réalisés par le laboratoire accrédité TERANA sont les suivants : * <u>prélèvement du 09/12/22</u> : - MES : 31 - DCO : 20 - HCT : 0,26 * <u>prélèvement du 15/02/23</u> : - MES : 6,8 - DCO : 15 - HCT : 2,6 Les valeurs limites de rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur sont conformes à la présente prescription.								
Type de suites proposées : Sans suite								
Proposition de suites : Sans objet								

N° 11 : Installations électriques – mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 7.2.3
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques (de l'installation de broyage, concassage et criblage de produits minéraux naturels) doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : L'examen du dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé par l'APAVE en date du 14/02/2023 présenté par l'exploitant ne fait état d'aucune non-conformité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Réseau de retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 8.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau approprié de mesures de retombées des poussières dans l'environnement doit être mis en place en périphérie de la carrière.</p> <p>Les capteurs, choisis par l'exploitant et au nombre minimum de 4, sont disposés suivant le plan annexé au présent arrêté.</p> <p>Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs sont effectuées une fois par mois durant les trois mois d'été, en période de fonctionnement de l'installation de traitement.</p> <p>Les résultats des mesures sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Deux campagnes de mesures de retombées atmosphériques de poussières ont été réalisées par le laboratoire KALI'AIR au titre de l'année 2022 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1^{ère} campagne du 31 janvier au 3 mars 2022, - 2^{ème} campagne du 3 octobre au 2 novembre 2022. <p>Les résultats concernent 4 stations de mesure et ne relèvent pas de non-conformités, en l'espèce le seuil de 500 mg/m²/jour pour les jauges en point de type (b) fixé par l'article 19.7 de l'AM du 22 septembre 1994 n'est pas dépassé.</p> <p>Néanmoins, il est demandé à l'exploitant de respecter la période à laquelle ces mesures doivent être effectuées : celles-ci doivent avoir lieu annuellement durant les mois de juin, juillet et août et en période de fonctionnement de l'installation de traitement.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à lever cette non-conformité à compter de 2024.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 8.2.3.2

Thème(s) : Risques chroniques

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet

Prescription contrôlée :

Des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux).

Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Le niveau piézométrique en cotes NGF est relevé à chaque prélèvement.

Les analyses des eaux prélevées portent sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Méthodes de référence
Niveau piézométrique en cote NGF	Semestrielle	Normes en vigueur
Température		
pH		
Conductivité		
Matières en suspension totales (MEST)		
Demande chimique en oxygène (DCO)		
Hydrocarbures totaux (HCT)		

[...]

Constats :

Des mesures piézométriques ont été réalisées par le laboratoire TERANA le 26/04/2022 pour les hautes eaux et le 23/11/2022 pour les basses eaux. Les résultats n'appellent pas d'observations.

Il est toutefois observé que le niveau piézométrique en cote NGF n'a pas été relevé. Ce paramètre devra être pris en compte à l'avenir.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 8.2.4.1
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
Prescription contrôlée : Une mesure de la situation acoustique est effectué dans les 6 mois suivants la notification du présent arrêté, puis au minimum tous les 3 ans et dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
Constats : Les dernières mesures de bruit présentées par l'exploitant sont celles figurant dans le rapport de l'organisme accrédité du 13 octobre 2021. Celui-ci conclut à la conformité par rapport aux valeurs limites prescrites aux articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 juin 2013.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/06/2013, article 8.4.1
Thème(s) : Autre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être établi chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage, - les bords de la fouille, - les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, - l'emprise des infrastructures (installation de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...) , des stocks de matériaux et des terres de découvertes, - les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, - le positionnement et les hauteurs des fronts, - les zones de stockages de déchets inertes et terres polluées provenant de l'activité. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté son plan topographique du 2 novembre 2022.</p> <p>Hormis la surface remise en état correspond à la phase 1, tous les éléments édictés par la présente prescription y figurent.</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant de faire figurer la zone remise en état lors de la prochaine mise à jour de son plan de situation.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois